

Unité départementale du Haut-Rhin  
2 place du général de Gaulle  
68100 MULHOUSE

MULHOUSE, le 18/04/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 29/03/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur



**BUTACHIMIE**

USINE DE CHALAMPE

GESTIFTSFELD

68490 Chalampé

Références : 000670513\_2023\_03\_29\_BUTACHIMIE\_CHALAMPE\_Echéance-suite-VIIC-surv-rejets-eaux  
Code AIOT : 0006700513

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/03/2023 dans l'établissement BUTACHIMIE implanté USINE DE CHALAMPE GESTIFTSFELD 68490 Chalampé. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Le contrôle sur site a été réalisé dans le cadre du suivi des suites du contrôle réalisé le 29/06/2022 sur la thématique de la surveillance des rejets aqueux des installations. Des non-conformités avaient été relevées avec pour suites des demandes formulées par lettre préfectorale, donnant à l'exploitant 3 mois pour se mettre en conformité. Des éléments ont également été demandés dans ce courrier en lien avec les prescriptions du site, qu'il convient d'adapter aux dispositions ministérielles en lien avec la surveillance des rejets aqueux des installations. Une série de documents ont été transmis par l'exploitant en octobre 2022 et mars 2023 qu'il convenait d'analyser sur site pour en vérifier la teneur.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- BUTACHIMIE
- USINE DE CHALAMPE GESTIFTSFELD 68490 Chalampé
- Code AIOT : 0006700513
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

L'usine Butachimie, située sur la plateforme de Chalampé, opère dans le domaine de la chimie du nylon et produit 35 % de l'Adiponitrile mondiale.

A ce titre le site est autorisé à exploiter un ensemble d'installations classées pour la protection de l'environnement (site Seveso Seuil Haut et IED), et est notamment réglementé par l'arrêté préfectoral du 18 octobre 2016.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :** suivi des échéances - suite de la visite de contrôle du 29 juin 2022.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes mettent en avant des situations de non-conformités :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection	Proposition de délais (1)
2	Mesures comparatives	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III	/	Lettre de suite préfectorale	6 mois
3	Equipements pour le prélèvement	Arrêté Préfectoral du 18/10/2016, article 4.3.6.4	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Lettre de suite préfectorale	6 mois
4	méthodes de mesure (prélèvement et analyse)	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Lettre de suite préfectorale	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne mettent pas en avant des situations de non-conformités :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection
1	Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 18/10/2016, article 4.2.2	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
5	compatibilité milieux et caractère adapté de la surveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 22 et 60	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Prescriptions complémentaire à rédiger
6	Transmission des résultats d'autosurveillance via GIDAF	Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Une partie des non-conformités décelées lors du contrôle du 29 juin 2022 ont été résorbées par l'exploitant. Cependant, deux non-conformités (relatives à la normalisation des prélèvements et mesures analytiques) doivent être considérées comme persistantes, et une nouvelle non-conformité (relative à la mesure comparative imposée à l'exploitant) a pu être identifiée. Les trois non-conformités sont étroitement liées, puisque les écarts normatifs en termes de prélèvement et mesure sont tolérés si et seulement l'exploitant est en mesure de démontrer que les conditions qu'il

engage pour son autosurveillance permettent d'obtenir des résultats équivalents aux conditions mises en œuvre dans le cadre du contrôle externe de recalage (ou mesure comparative). L'exploitant a mentionné par transmission du 13 avril 2022 mettre en place d'un d'action afin de mener une étude pour la fin de l'année 2023 (compte tenu du grand arrêt planifié sur la plateforme chimique s'échelonnant du deuxième au troisième trimestre 2023) afin d'identifier les leviers permettant de résorber ces écarts.

Bien qu'une partie des non-conformités soient à considérer comme persistantes, compte tenu de l'engagement pris par l'exploitant, du respect des valeurs-limites d'émissions (même pour les paramètres avec des écarts avec la mesure comparative), et de l'absence d'impact significatif pour l'environnement, il n'est pas proposé à ce stade de proposer les suites administratives prévues par l'article L.171-8 du code de l'environnement.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Plan des réseaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/10/2016, article 4.2.2
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, conditions de rejets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 29/06/2022</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 19/01/2023</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées [...] Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître : [...] -les secteurs collectés et les réseaux associés ; -les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs, etc.) ; -les ouvrages d'épuration interne, les points de surveillance et les points de rejet de toute nature. [...]
<b>Constats :</b> Faisant suite aux constats reportés dans le rapport de l'inspection établi le 09/10/2022, l'exploitant a transmis par courrier du 24 octobre 2022 des informations concernant l'existence de plans plus détaillés que ceux jusqu'alors transmis à l'inspection des installations classées, montrant qu'il est en possession de plans qui déterminent assez précisément le réseau de collecte d'eaux pluviales des différentes zones de ses installations. L'exploitant a par ailleurs mis à jour les données relatives à la localisation des points de rejets sur les plans CH55200 et CH55199. Il a pu être constaté par examen des plans sur site que les éléments prévus par la prescription contrôlée sont désormais présents sur les plans du site. L'inspection des installations classées ne considère donc plus une non-conformité de la prescription sur-visée.  Il est à noter concernant la collecte des eaux pluviales qu'avec un travail d'analyse précis pour chaque plan, il est possible de considérer que les zones de collecte des eaux pluviales sont représentées. Il est cependant à noter que dans le cadre d'une situation accidentelle ce type d'organisation de l'information devient difficilement accessible et exploitable. L'exploitant a mentionné que sur les unités de production, il avait identifié d'une couleur verte les bouches d'égouts en lien avec le réseau d'eaux pluviales, afin de gérer de la manière la plus opérationnelle possible (mise en place d'obturateur, etc) les situations accidentelles. L'inspection a pu vérifier l'existence des éléments démontrant effectivement la mise en œuvre de procédure spécifique pour la gestion de ces bouches d'égouts vertes.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Autosurveillance
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>III. Les mesures (prélèvement et analyse) des émissions dans l'air sont effectuées au moins une fois par an par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.</p> <p>« S'il existe au moins une mesure annuelle, l'exploitant fait procéder au moins une fois tous les deux ans à un contrôle de recalage de ses émissions dans l'eau pour toutes les mesures effectuées à une fréquence annuelle ou supérieure. Ce contrôle porte sur la réalisation comparative des prélèvements et analyses prévus dans le programme de surveillance selon le même protocole d'échantillonnage, d'une part par l'exploitant, d'autre part par un laboratoire d'analyse externe. Ce laboratoire est agréé pour les prélèvements et l'analyse ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le prélèvement ou pour le paramètre analysé, est accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.</p> <p>« L'agrément d'un laboratoire pour un paramètre sur une matrice donnée implique que l'échantillon analysé ait été prélevé sous accréditation.</p> <p>« L'exploitant met en place des mesures correctives pour remédier à tout écart constaté entre ses résultats d'analyse et ceux du laboratoire agréé. Les mesures mises en place le cas échéant sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p><i>NOTA de l'inspection : le détail de cette prescription est à analyser à l'éclairage de l'article 9.2.3 de l'arrêté préfectoral du 18 octobre 2016 qui régit les installations du site, et notamment précise pour chacun des points de rejets les paramètres devant faire l'objet d'une mesure comparative. Par souci de lisibilité la prescription de l'article précitée n'est pas reprise dans la présente prescription, mais la référence réglementaire est bien prise en considération pour l'analyse de conformité.</i></p> <p><b>Constats :</b> Au vu des constats réalisés lors de la visite de contrôle du 29 juin 2022, ce point de contrôle a été ajouté au contrôle destiné à vérifier les suites réservées par l'exploitant aux non-conformités relevées ou remarques formulées par l'inspection dans le rapport de constat du 9 septembre 2022. En effet, certains des points de contrôle relatifs au respect des conditions normatives de prélèvement ou de mesure sont liés à cette prescription, puisqu'il est laissé la possibilité à l'exploitant au travers de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 de déroger à certaines conditions de prélèvement ou de mesure s'il est en mesure de justifier que les résultats qu'il obtient par ses conditions (s'écarter des normes cités notamment par l'avis du 22 février 2022), produisent des résultats analogues aux résultats qui seraient obtenus par application stricte de ces conditions. La mesure comparative mentionnée à l'article 58-III de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 est un moyen pour l'exploitant de démontrer l'atteinte de résultat équivalent pour ses conditions de mesures, vis-à-vis de prélèvements et mesures réalisés selon des méthodes accréditées COFRAC, normées et soumises à agrément ministériel.</p> <p>Ainsi conformément à la prescription contrôlée, l'exploitant a fait procéder en 2022 à une série de prélèvements et mesures sur les différents points de rejets réglementés en terme de fréquence d'autosurveillance (et fréquence de mesures comparatives) par l'article 9.2.3 de l'arrêté préfectoral du 18 octobre 2016. L'examen du rapport transmis par l'exploitant met en avant que :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• l'organisme missionné est bien dépositaire d'une accréditation COFRAC pour les prélèvements, et possède directement (ou indirectement via la sous-traitance) les agréments ministériels idoines afin de réaliser les mesures dans les conditions prévues par</li> </ul>

- la prescription,
- le périmètre de l'intervention respecte en quantité les paramètres soumis à la mesure comparative telle que défini par l'article 9.3.2 précité,
- la comparaison entre les mesures réalisées par l'exploitant dans le cadre de son autosurveillance et la mesure comparative n'est réalisée que sur les rejets des points F9996, F9997 et 1451 compte tenu du fait que pour les autres points de rejets, la mesure est uniquement réalisée par le prestataire de la mesure comparative.

Cependant, au vu de la prescription contrôlée, les non-conformités suivantes sont relevées par l'inspection :

- certaines opérations de prélèvement (notamment pH en continu, et les mesures ponctuelles) sont mentionnées dans le rapport de l'exploitant (ALSP220159-2022-756-R0 - BUTACHIMIE - 2022) comme étant réalisées hors accréditation. Comme mentionné dans la prescription, l'agrément requis pour un paramètre lors de la mesure comparative ne peut être considéré comme tel, que si le prélèvement est réalisé sous accréditation COFRAC,
- l'exploitant ne compare que partiellement les résultats issus de la mesure comparative qu'il a réalisé, ainsi et pour exemple :
  - sont manquants de son analyse pour le point F9997 : le pH, la température, la DCO (l'exploitant compare la mesure à sa mesure COT qui est une mesure à part entière devant faire l'objet d'une comparaison), le COT, la DBO5, l'Azote total, et les AOX,
  - de la même manière sont manquants pour le point F9996 : le pH, la température, la DCO (l'exploitant compare la mesure à sa mesure COT qui est une mesure à part entière devant faire l'objet d'une comparaison), le COT, la DBO5, l'Azote total, les AOX, et le Chrome,
  - enfin sont manquants de la comparaison pour le point n°1451 : le pH; la température, l'Azote total, le Cuivre, le Zinc et l'Arsenic.
- dans les éléments de comparaison qu'il produit, l'exploitant explicite qu'il se retrouve en écarts fréquents en termes de résultats pour les métaux. Il propose un plan d'action (formalisation d'une étude) pour le 31/12/2023 afin de retravailler la méthode de détermination des métaux. Il est à noter que pour la mesure des métaux l'exploitant utilise une méthode en écart avec la norme définie par l'avis du 22 février 2022 (notamment vis-à-vis de la minéralisation de l'échantillon).

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Lettre de suite préfectorale

**Proposition de délais :** 6 mois

### N° 3 : Equipements pour le prélèvement

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 18/10/2016, article 4.3.6.4

**Thème(s) :** Actions nationales 2022, conditions de rejets

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 29/06/2022
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 19/01/2023

**Prescription contrôlée :**

4) Equipements :

Les systèmes permettant le prélèvement continu sont proportionnels au débit sur une durée de 24 h, disposent d'enregistrement et permettent la conservation des échantillons conformément à la norme NF EN ISO 5667-3 ou norme équivalente venant la remplacer.

**Constats :** Le constat a été réalisé en vue d'analyser les suites données par l'exploitant aux écarts normatifs relevés dans le rapport de constats du 09/10/2022, en lien avec le flaconnage des échantillons. Les écarts normatifs, s'ils existent, sont acceptés par l'arrêté ministériel du 2 février 1998, mais doivent être justifiés par l'exploitant et ce dernier doit être en mesure de démontrer

qu'en procédant en écart à la norme, il obtient des résultats équivalents aux prélèvements et mesures réalisées strictement dans les normes opposables à ces opérations.

Ainsi et pour justifier ces aspects l'exploitant a transmis :

- dans son courrier du 24 mars 2023, la synthèse des résultats de sa mesure comparative annuelle,
- le rapport de la mesure comparative annuelle de 2022, dans la déclaration mensuelle GIDAF du mois de décembre 2022,
- par courrier électronique du 13 avril 2023 une analyse détaillée issue de la mesure comparative réalisée en 2022.

Ces éléments montrent que des écarts de résultats de mesure sont détectés par l'exploitant notamment sur les métaux où sont mis en avant des écarts de quelques pourcent, à 100% des valeurs mesurées par la mesure comparative. Or dans le rapport de constat de la visite du 29 juin 2022, la non-conformité relevée portait justement sur le fait que le flaconnage ne respectait pas les conditions normatives en termes d'acidification pour les métaux. Ainsi l'exploitant (et à l'éclairage des éléments issus de la mesure comparative) n'est à ce jour pas en capacité de démontrer que l'écart aux normes de référence qu'il opère ne produit pas d'effet sur les résultats de la mesure final (au contraire). Au vu de ces constats et des éléments transmis par l'exploitant depuis la visite d'inspection du 29 juin 2022, la non-conformité est donc considérée comme persistante.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Lettre de suite préfectorale

**Proposition de délais :** 6 mois

#### N° 4 : méthodes de mesure (prélèvement et analyse)

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II

**Thème(s) :** Actions nationales 2022, Autosurveillance

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 29/06/2022
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 19/01/2023

**Prescription contrôlée :**

Pour la mise en œuvre du programme de surveillance, les méthodes de mesure (prélèvement et analyse) utilisées permettent de réaliser des mesures fiables, répétables et reproductibles. Les méthodes précisées dans l'avis sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement, publié au Journal officiel, sont réputées satisfaire à cette exigence.

Pour les polluants ne faisant l'objet d'aucune méthode de référence, la procédure retenue, pour le prélèvement notamment, permet une représentation statistique de l'évolution du paramètre.

Toutefois, l'exploitant peut prévoir des méthodes autres que les méthodes normalisées de référence lorsque les résultats obtenus sont équivalents. De même, il peut prévoir le remplacement de certaines mesures de surveillance par le suivi en continu d'un paramètre représentatif du polluant ou par toute autre méthode équivalente. Lorsque des méthodes autres que des méthodes de référence sont utilisées, des mesures de contrôle et d'étalonnage sont réalisées conformément à une procédure définie par l'exploitant. Cette procédure est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

[...]

**Constats :**

Lors du contrôle réalisé le 29 juin 2022, il avait pu être mis en avant que les méthodes décrites dans ses modes opératoires de mesures internes ne correspondaient pas en tout point aux méthodes telles que décrites dans les normes de l'avis sur les méthodes de référence pour les

mesures dans l'eau dans les ICPE (du 22 février 2022). Notamment pour le paramètre Indice Phénol.

L'exploitant mentionne dans son courrier du 24 mars 2023 que la norme utilisée sur site pour l'indice phénol n'est pas celle de l'avis précité (à savoir la T90-109), mais la norme NF EN ISO 14402. Ainsi, l'observation initiale formulée dans le rapport du 9 septembre 2022 n'est plus valable. En revanche, il convient de considérer que l'exploitant ne met pas en œuvre les méthodes normalisées prévues par l'avis précité pour son auto-surveillance. Dans ce cas de figure, il lui appartient de faire application du troisième paragraphe de la prescription contrôlée. Après examen plus approfondi des documents remis postérieurement au contrôle du 29 juin 2022, il s'avère que c'est également le cas pour la méthode analytique utilisée par l'exploitant pour la mesure des métaux (concernant la minéralisation de ces derniers).

Dans le même courrier du 24 mars 2023 complété par un envoi du 13 avril 2023, l'exploitant mentionne qu'à l'éclairage des mesures comparatives réalisées en 2022, les résultats de son autosurveillance sont globalement cohérents avec les résultats obtenus par le prestataire (accrédité et agréé) pour la majeure partie des paramètres concernés. L'exploitant mentionne cependant que des écarts pouvant s'avérer important (de quelques pourcent à environ 100%) existent pour les mesures réalisées sur les métaux.

Ainsi compte tenu des écarts normatifs relevés et notamment pour les métaux (c'est principalement la méthode de minéralisation qui diffère), et des résultats issus de la mesure comparative, l'inspection considère que la non-conformité constatée lors de la visite de contrôle du 29 juin 2022 est persistante.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Lettre de suite préfectorale

**Proposition de délais :** 6 mois

#### N° 5 : compatibilité milieux et caractère adapté de la surveillance

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 22 et 60

**Thème(s) :** Risques chroniques, Autosurveillance

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 29/06/2022
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 19/01/2023

**Prescription contrôlée :**

Extrait de l'article 22 :

"2° Le fonctionnement de l'installation est compatible avec les objectifs de qualité et de quantité des eaux visés au IV de l'article L. 212-1 du code de l'environnement. Il respecte également la vocation piscicole du milieu récepteur et les dispositions du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux.

I. - Les valeurs limites d'émissions prescrites sont celles fixées dans le présent arrêté ou celles revues à la baisse suite à l'instruction du dossier déposé par l'exploitant afin d'intégrer les objectifs présentés à l'alinéa ci-dessus et de permettre le respect, dans le milieu hors zone de mélange, des normes de qualité environnementales en vigueur.

[...]"

Extrait de l'article 60 :

Lorsque les flux définis ci-dessous sont dépassés, l'exploitant réalise les mesures suivantes sur ses effluents aqueux, que les effluents soient rejetés dans le milieu naturel ou dans un réseau de raccordement à une station d'épuration collective.

[...]



<p>2° Lorsque les flux journaliers autorisés dépassent les valeurs indiquées en contributions nettes, une mesure est réalisée pour les polluants énumérés ci-après et selon la fréquence indiquée, à partir d'un échantillon prélevé sur une durée de 24 heures et représentatif du fonctionnement de l'installation. [...]</p>
<p>Tableau</p>
<p>(1) Pour la DBO5, la fréquence peut être moindre s'il est démontré que le suivi d'un autre paramètre est représentatif de ce polluant et lorsque la mesure de ce paramètre n'est pas nécessaire au suivi de la station d'épuration sur lequel le rejet est raccordé.</p>
<p><b>Constats :</b> L'objectif du contrôle de cette prescription en juin 2022 était de vérifier que les dispositions ministérielles étaient convenablement retranscrites dans la surveillance des rejets du site au travers des différents arrêtés qui sont susceptibles de réglementer le rejet des installations. Comme mentionné dans le rapport de constat du 9/09/2022 et demandé par lettre préfectorale à l'exploitant, il appartenait à ce dernier de fournir pour le 19 janvier 2023 les éléments permettant de démontrer la compatibilité de ses rejets avec le milieu récepteur (grand Canal d'Alsace in fine), et son positionnement vis-à-vis des nouvelles dispositions introduites par l'arrêté ministériel du 24 août 2017 en matière de valeurs-limites d'émission et fréquence d'autosurveillance des rejets aqueux des exploitations.</p> <p>Afin de répondre à ces dispositions réglementaires, l'exploitant a transmis un ensemble d'éléments à l'inspection des installations classées (tableau de positionnement, de compatibilité des rejets, mesures dans le milieu) afin de pouvoir proposer un programme de surveillance avec des valeurs-limites d'émissions conformes aux dispositions ministérielles contrôlées. L'instruction détaillée de ces éléments fera l'objet d'un rapport distinct par l'inspection et donnera lieu à un projet d'arrêté préfectoral portant prescriptions complémentaires.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Prescriptions complémentaires à rédiger</p>

#### N° 6 : Transmission des résultats d'autosurveillance via GIDAF

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Autosurveillance</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 29/06/2022</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 19/01/2023</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L. 512-3, L. 512-5, L. 512-7 et L. 512-10 du code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet.</p> <p>La télédéclaration est effectuée dans les délais prescrits dans lesdits arrêtés dès lors que lesdites prescriptions imposent une transmission de ces résultats à l'inspection des installations classées ou au préfet.</p>
<p><b>Constats :</b> Il a pu être contrôlé que pour l'année 2022, les données d'autosurveillances des rejets aqueux des installations sont convenablement transmis via l'application GIDAF.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Sans objet</p>